

POLITIQUE DE SÉCURITÉ ET DE DÉFENSE COMMUNE

Opération militaire EUFOR - ALTHEA en Bosnie-Herzégovine

Mise à jour: avril 2012
ALTHEA/27

Toile de fond de la mission

L'opération militaire EUFOR ALTHEA en Bosnie-Herzégovine a été lancée le 2 décembre 2004 et a contribué au maintien d'un climat de sécurité dans le pays. La décision de lancer cette opération faisait suite à la décision de l'OTAN de mettre un terme à son opération SFOR ainsi qu'à l'adoption, par le Conseil de sécurité des Nations unies, de la résolution 1575 autorisant le déploiement d'une force de l'UE en Bosnie-Herzégovine. Dans le cadre de l'opération ALTHEA, l'UE a déployé 7000 soldats, au titre du chapitre VII de la charte des Nations unies, afin de veiller à ce que l'accord de paix de Dayton continue d'être respecté et de contribuer à un climat de sécurité en Bosnie-Herzégovine. L'opération ALTHEA est menée en ayant recours aux moyens et capacités de l'OTAN, dans le cadre des arrangements "Berlin plus".

Mandat et objectifs

À la suite d'une décision arrêtée par le Conseil de l'UE en décembre 2006, EUFOR a été reconfigurée avec succès en 2007. Les effectifs de la force s'élèvent à présent à environ 1200 soldats sur le terrain, appuyés par des forces de réserve hors du théâtre d'opération. EUFOR poursuit l'action qu'elle mène dans le cadre du mandat d'imposition de la paix qui lui a été confié au titre du chapitre VII de la charte des Nations unies, comme le précisent les résolutions 1575 (2004), 1639 (2005), 1722 (2006), 1785 (2007), 1845 (2008), 1895 (2009), 1948 (2010) du Conseil de sécurité des Nations unies, et qui a été renouvelé par le Conseil de sécurité dans sa résolution 2019 à partir de novembre 2011.

FAITS ET STATISTIQUES

Lieu: Bosnie-Herzégovine

Quartier général: Sarajevo (camp Butmir)

Date de lancement: 2 décembre 2004

Chef de mission: Le commandant d'opération de l'UE est le général Richard Shirreff (Royaume-Uni). Le commandant de la force de l'UE est le général de division Robert Brieger (Autriche).

Effectifs militaires: environ 1400

Budget de fonctionnement: Les coûts communs de l'opération s'élèvent à 23 millions d'euros. Ces coûts sont financés par un mécanisme financier (Athena), qui est alimenté par les contributions que les États membres versent sur la base de leur PIB.

États contributeurs: 19 États membres de l'UE, auxquels s'ajoutent l'Albanie, le Chili, l'Ancienne République yougoslave de Macédoine, la Suisse et la Turquie.

www.consilium.europa.eu/eufor-ALTHEA et www.euforbih.org





Les principaux objectifs de l'opération EUFOR ALTHEA sont les suivants:

- soutenir les efforts déployés par la Bosnie-Herzégovine pour maintenir le climat de sécurité; ainsi que
- fournir au ministère de la défense et des forces armées de Bosnie-Herzégovine un appui au renforcement des capacités et à la formation.

EUFOR appuie également la mise en œuvre d'un certain nombre de tâches qui ont été transférées de l'opération aux autorités locales, à savoir notamment: activités de contreminage, contrôle militaire et civil des mouvements d'armes et de munitions, et gestion des dépôts d'armes et de munitions.

EUFOR continue à apporter un soutien au Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY) dans la recherche des personnes inculpées de crimes de guerre, tout en rappelant qu'il appartient aux autorités de Bosnie-Herzégovine de coopérer pleinement avec le TPIY.

Un bataillon multinational de manœuvre est basé à Sarajevo et EUFOR est également présente dans l'ensemble du pays grâce à des équipes de liaison et d'observation. Le bataillon multinational de manœuvre, qui est basé au camp Butmir, est constitué de soldats venant d'Autriche, de Hongrie et de Turquie. EUFOR maintient, sur l'ensemble du territoire, sa capacité à réagir aux risques pour la sécurité qui pourraient surgir.

Le commandant d'opération est le général Richard Shirreff (Royaume-Uni). Le Comité politique et de sécurité de l'UE exerce le contrôle politique et la direction stratégique de l'opération, sous la responsabilité du Conseil de l'UE.

Dans le contexte de l'engagement global de l'UE en Bosnie-Herzégovine, le Conseil a réaffirmé, en novembre 2009, que l'opération ALTHEA restait un volet important de l'action d'ensemble menée par l'UE en Bosnie-Herzégovine afin de soutenir un processus politique visant à permettre à ce pays, sur la base des réformes nécessaires, de continuer à aller de l'avant dans le processus d'intégration à l'UE. Le Conseil a pris acte de ce qu'en dépit d'un contexte politique difficile, la situation en matière de sécurité restait stable en Bosnie-Herzégovine.

La Conseil a confirmé, le 25 octobre 2010, que l'UE était prête à continuer de jouer un rôle militaire exécutif afin de soutenir les efforts déployés par la Bosnie-Herzégovine pour maintenir le climat de sécurité, en vertu d'un nouveau mandat de l'ONU; et, se fondant sur les réalisations de l'opération ALTHEA, à continuer d'accomplir des tâches non exécutives d'appui au renforcement des capacités et à la formation afin de contribuer à la consolidation de la maîtrise locale du processus et des capacités en la matière. Le Conseil est convenu de faire périodiquement le bilan de l'opération, y compris sur la base de la situation sur le terrain.

Le 21 mars 2011, le Conseil de l'UE a souligné que les missions PSDC de l'UE, à savoir la mission de police de l'UE (MPUE) et l'opération EUFOR ALTHEA, sont des éléments importants de sa stratégie globale à l'égard de la Bosnie-Herzégovine. Le Conseil a réaffirmé qu'il est convenu de suivre régulièrement l'évolution de ces missions, y compris sur la base de la situation sur le terrain, afin de pouvoir procéder ultérieurement à une évaluation de l'action de l'UE dans ce domaine.

*La **politique de sécurité et de défense commune** (PSDC) de l'Union européenne inclut la définition progressive d'une politique de défense commune qui pourrait conduire, le moment venu, à une défense commune. La PSDC permet à l'Union de développer ses capacités civiles et militaires de gestion des crises et de prévention des conflits à l'échelle internationale. Elle contribue ainsi au maintien de la paix et de la sécurité internationale, conformément à la charte des Nations unies. La PSDC comprend une importante composante "prévention des conflits".*

D'autres informations et documents de référence sont disponibles aux adresses suivantes:

www.consilium.europa.eu/csdp et www.eeas.europa.eu